

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORTS

007 30 MAI 2025
DEMANDE DE COTATION N°..... /DC/MINT/CIPM/2025 DUPOUR
LA REFONTE DU RESEAU INFORMATIQUE DANS LES SERVICES CENTRAUX
DU MINT (phase II).

1.OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION

Le Ministre des Transports lance une Demande de Cotation pour la refonte du réseau informatique dans les services centraux du MINT.

2. CONSISTANCE DES PRESTATION

Les prestations de ce projet comprennent notamment la refonte du réseau informatique dans les services centraux du MINT.

3.PARTICIPATION ET ORIGINE

La présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais.

4.FINANCEMENT

Les prestations, objet de la présente Consultation, seront financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Transports, Exercice 2025, Imputation : 59.46.100.05.320012.523619.

5. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne.

6.CONSULTATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maitre d'Ouvrage aux heures et jours ouvrables au Service des Marchés du Ministère des Transports porte N° C120, téléphone 222.23.31.73 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

7.ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des marchés publics du Ministère des Transports, porte C120 Tél. : (+237) 222.23.31.73 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable (des frais d'achat du DAO) de soixante mille (60 000) Francs CFA au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEP'S disponible aux adresses sus-indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat de Demande de Cotation.

8. COUT PREVISIONNEL

Le cout prévisionnel de l'opération à l'issu des études préalables est de quarante (40 000 000) millions Francs CFA TTC.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur émis par un établissement financier ou une institution financière de premier ordre agréé par le Ministère des finances accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse de dépôt et de consignations (CDEC) et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur d'un montant de huit cent mille (800.000) francs CFA Valable pendant cent vingt (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme absente.

10. REMISE DES COTATION

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La soumission étant exclusivement en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **24 JUIN 2025** à 13h. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de l'offre et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde, en plus de la mention ci-dessous au Service des Marchés dans les délais impartis.

AVIS **D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT**
N° **007** / AONO/MINT/CIPM/2025 DU **30 MAI 2025** POUR REFONTE
DU RESEAU INFORMATIQUE DANS LES SERVICES CENTRAUX DU MINT.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

La soumission étant en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituent l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- Taille des fichiers :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables

11. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **24 JUN 2025** à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférence du bâtiment rond du MINT

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Demande Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée

12. RECEVABILITE DES COTATIONS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Absence de l'original de l'offres physique.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme non conforme.

13. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.

14. DELAI DE VALIDITE DES COTATIONS

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt des cotations.

15. CRITERES D'EVALUATIONS

Les offres ne satisfaisant pas aux critères ci-après seront automatiquement éliminées :

15.1- CRITERES ELIMINATOIRES

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect de la totalité des critères essentiels,
- e. de L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années (2022,2023,2024) ;
- f. non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- g. de la non-conformité à la totalité des spécifications techniques de la prestation ;
- h. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation financière ;
- i. de l'absence d'un élément de la cotation financière (la soumission, les BPU, le DQE,SDPU) ;
- j. Condition d'acceptation de la cotation de la lettre Commande : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Descriptif des Fournitures (DF) remplis, paraphés sur chaque page et signés à la dernière avec la mention « lu et approuvé ». Modèle de la Lettre Commande paraphée et signée à la dernière page ;
- k. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- l. de la non-conformité du mode de soumission ;
- m. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- n. Absence de l'original de l'Offre, de la clé de sauvegarde.
- o. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- p. absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS

15.2. CRITÈRES ESSENTIELS

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (assurer la disponibilité des pièces de rechanges et disposer du personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance) ;
- la capacité financière : (le chiffre d'affaires moyens annuel d'un montant de 50.000.000(cinquante millions), attestation de solvabilité financière d'un montant de 10.000.000. (dix millions) FCFA.
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques
- la méthodologie et exécution des prestations
- le délai et planning d'exécution

NB : Le système de notation des cotations par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16. ATTRIBUTION

La Lettre Commande sera attribuée au soumissionnaire dont la cotation présente les critères de qualifications administratifs, techniques et financiers requis et évalués la moins disante.

17. DUREE DE VALIDITES DES COTATIONS

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18.LES RABAIS

Pour être pris en compte, les éventuels rabais consentis devront être mentionnés en chiffres et en lettres et non manuscrits sur la lettre de soumission.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables à la Direction des Affaires Générales Service des Marchés (porte C120), Tél. 222 23 31 73

20.ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Fait à Yaoundé, le 30 MAI 2025

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Ampliations :

- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des marchés (pour archivage).
- ARMP
- MINMAP



[Signature]
NGAHE Jean Ernest Masséna

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORTS

007

30 MAI 2025

REQUEST FOR QUOTATION No. /DC/MINT/CIPM/2025 OF FOR THE
REDESIGN OF THE COMPUTER NETWORK IN THE CENTRAL SERVICES OF
MINT (Phase II).

1. PURPOSE OF THE REQUEST FOR QUOTATION

The Minister of Transport is issuing a Request for Quotation for the redesign of the computer network in the central services of the Ministry of Transport (MINT).

2. SCOPE OF SERVICES

The services under this project primarily involve the redesign of the computer network in the central services of the MINT.

3. PARTICIPATION AND ELIGIBILITY

This Request for Quotation is open to companies under Cameroonian law.

4. FUNDING

The services covered by this consultation will be funded by the Public Investment Budget of the Ministry of Transport for the 2025 fiscal year, under allocation:
59.46.100.05.320012.523619.

5. SUBMISSION METHOD

The chosen method for submitting the present Request for Quotation is exclusively online.

6. CONSULTATION OF THE REQUEST FOR QUOTATION FILE

The physical file can be consulted free of charge at the contracting authority's offices during work days and hours at the Contracts Department of the Ministry of Transport, Office No. C120, Tel. 222.23.31.73, upon publication of this notice.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at the addresses:
<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website:
www.armp.cm.

7. ACQUISITION OF THE REQUEST FOR QUOTATION FILE

The physical version of the Request for Quotation file may be obtained at the Contracts Department of the Ministry of Transport, Office C120, Tel: (+237) 222.23.31.73, upon

publication of this notice, against presentation of a receipt for the payment of a non-refundable fee of sixty thousand (60,000) CFA francs to the Public Treasury.

It is also possible to download the file for free from the COLEPS platform using the above-mentioned links for the electronic version. However, online submission is subject to the payment of the quotation request fee.

8. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation, based on preliminary studies, is forty million (40,000,000) CFA francs including all taxes.

9. BID BOND

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid bond in the amount of eight hundred thousand (800,000) CFA francs, valid for 120 days from the submission deadline. This bond must be issued by a first-class financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, accompanied by a receipt from the Deposit and Consignment Fund (CDEC) bearing the handwritten name of the issuing institution.

A bid bond unrelated to the concerned Request for Quotation is considered non-compliant. A bid bond submitted during the bid opening session will be rejected and deemed absent.

10. SUBMISSION OF QUOTATIONS

Each quotation must be written in French or English.

As submission is exclusively online, the quotation must be uploaded by the bidder on the COLEPS platform no later than 24 JUN. 2025 at 1:00 PM. A backup copy of the offer saved on a USB drive or CD/DVD, the original physical offer, and the online submission receipt must be submitted in a sealed envelope marked "Backup Copy", along with the following label:

007
3 **NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS No. 7 /AONO/MINT/CIPM/2025 OF**
01 MAY 2025 FOR THE REDESIGN OF THE COMPUTER NETWORK IN THE
CENTRAL SERVICES OF THE MINT

"To be opened only during the bid opening session"

The following maximum file sizes for submissions via the platform apply:

- Administrative Offer: 5 MB
- Technical Offer: 15 MB
- Financial Offer: 5 MB

Accepted file formats:

- PDF for text documents
- JPEG for images

Bidders must use compression software if needed to meet these size limits. Late offers will be rejected.

11. BID OPENING

Bid opening will be conducted in one session and will take place on 12 JUN 2025 at 2:00 PM by the Internal Tender Award Committee of the Contracting Authority, in the conference room of the round building of the MINT.

Only bidders or their duly authorized representatives may attend the opening session.

To avoid rejection, all administrative documents must be original or certified true copies issued by the originating service or a competent administrative authority, in accordance with the specific conditions in the Request for Quotation. These documents must be less than three (03) months old or dated after the signature of the quotation request notice.

If any administrative document is missing or non-compliant at the time of the bid opening, the bidder will have 48 hours to regularize. Failure to do so will result in rejection of the offer.

12. ACCEPTABILITY OF QUOTATIONS

The administrative documents, technical offer, and financial offer must each be placed in separate envelopes and submitted in a sealed package.

The Contracting Authority will deem the following quotations inadmissible:

- Envelopes that display the identity of the bidder.
- Envelopes received after the deadline for submission.
- Envelopes without the identification of the relevant Request for Quotation.
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- Absence of the original physical offer.

Any incomplete offer, according to the requirements of the Request for Quotation, will be declared inadmissible. In particular, failure to include the bid bond issued by a first-category financial institution approved by the Minister of Finance for issuing bonds in public procurement, or failure to use the required document templates from the Request for Quotation file, will result in outright rejection without recourse. A bid bond unrelated to the relevant consultation is considered non-compliant. A bid bond submitted at the bid opening session is inadmissible and deemed non-compliant.

13. EXECUTION PERIOD

The execution period set by the Contracting Authority is four (04) months from the date of notification of the Service Order initiating the work.

14. VALIDITY PERIOD OF QUOTATIONS

Bidders are bound by their offers for a period of ninety (90) days from the deadline for submission.

15. EVALUATION CRITERIA

15.1 - ELIMINATORY CRITERIA

Offers that do not meet the following criteria will be automatically rejected:

- Failure to submit a missing or non-compliant administrative document (except the bid bond) within 48 hours after bid opening.
- Absence or non-conformity of the bid bond at the time of bid opening.
- False declarations, fraudulent behavior, or falsification of documents.
- Failure to meet all essential criteria.
- Absence of a sworn statement of no contract abandonment in the last three years (2022, 2023, 2024).
- Non-compliance with the required file format for online submissions.
- Non-compliance with all technical specifications.
- Absence of a quantified unit price in the financial quotation.
- Absence of any component of the financial offer (submission letter, unit price schedule, detailed price schedule, summary).
- Failure to submit a signed and initialed Letter of Commitment, Administrative Clauses (CCAP), and Technical Specifications (DF).
- Non-compliance with the quotation submission model.
- Non-compliance with the submission method.
- Absence of the signed and dated integrity charter.
- Absence of the original offer or backup copy.
- Absence of a signed and dated environmental and social commitment statement.
- Absence of a backup copy in the event of COLEPS platform malfunction.

15.2 - ESSENTIAL CRITERIA

These include, but are not limited to:

- Presentation of the offer.
- Bidder's references.
- After-sales service (availability of spare parts and technical personnel for installation and maintenance).
- Financial capacity: average annual turnover of 50,000,000 CFA francs, and financial solvency certificate of 10,000,000 CFA francs.
- Qualifications and experience of personnel.
- Logistical resources.
- Methodology and service execution plan.
- Execution timeframe and schedule.

Note: A binary (Yes/No) evaluation system is used. Point-based scoring is prohibited.

16. AWARDING

The purchase order will be awarded to the bidder whose offer meets the required administrative, technical, and financial qualifications and is the lowest responsive bid.

17. VALIDITY DURATION OF QUOTATIONS

Bidders remain bound by their quotations for ninety (90) days from the submission deadline.

18. DISCOUNTS

Any discounts offered must be clearly stated in figures and in words, and not handwritten on the submission letter to be considered.

19. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during work days and hours at the General Affairs Directorate, Contracts Department (Office C120), Tel. 222 23 31 73.

20. TECHNICAL ASSISTANCE

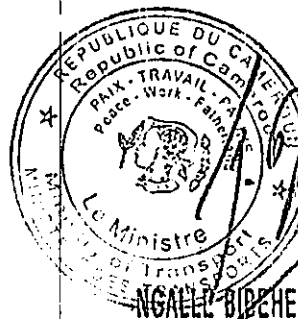
For technical issues related to using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email: dsi@minmap.cm.

21. COMBATTING CORRUPTION AND MALPRACTICE

To report any corruption attempts or misconduct, please call or send a text message to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Done at Yaounde on 30 MAI. 2025

THE MINISTER OF TRANSPORTS,



NGALLI BIBEHE Jean Ernest Masséna

Copies :

- Président CIPM (for information) ;
- Affichage (for information) ;
- Contracts Department (for archiving).
- ARMP
- MINMAP

